

## Compte-rendu INTERNE de la réunion des 9 organisations de retraité·e·s du mardi 28 juin 2022 dans les locaux de la FSU, de 10 h à 13 h.

Toutes les organisations étaient présentes sauf UNRPA-Ensemble & solidaires excusée. Pour l'UNIRS, Carine Lyon, Geneviève Mérand et Patrice Perret.

**Ordre du jour** : actualités et situation après les législatives, bilan de l'interpellation des candidat·e·s aux législatives.

### Actualités et situation après les législatives

La FSU, organisation invitante, lance la discussion. Le résultat des élections bouleverse le champ politique avec un président qui ne dispose pas d'une majorité à l'Assemblée. L'abstention se comprend après l'autoritarisme du gouvernement. L'extrême droite se renforce, arrive en force à l'Assemblée et récupère de l'argent. Elle a bénéficié du rejet de Macron et de la démagogie de Le Pen, notamment sur l'âge de départ en retraite. Elle devrait se démasquer lors de ses votes à l'Assemblée. La Nupes a mis le social dans les campagnes électorales, a montré qu'une alternative était possible, elle représente une force d'opposition importante. Macron n'a pas fait campagne, il s'est contenté de critiquer les « deux extrêmes », ce qui n'a pas permis l'habituel réflexe républicain et fait élire des RN.

Macron a pris une claque, quelques poids lourds (notamment trois ministres) ont été éliminés ... mais il affirme qu'il mettra en route le programme sur lequel il a été élu : réforme des retraites, baisse des impôts, ... Il doit compter sur un appui d'autres forces, au cas par cas, pour faire passer sa politique. Le pouvoir d'achat reste la première préoccupation, le virus revient, la guerre continue, ... tandis qu'une minorité s'est enrichie, y compris pendant la crise. Les retraité·e·s devraient avoir + 4 % au 1<sup>er</sup> juillet, nous devons réfléchir à notre analyse et nos actions. Nous portons toujours aussi nos revendications sur la santé, les services publics, et nous sommes bien conscients de la nécessité d'une transition écologique.

La CGT insiste sur le nombre de luttes sociales pendant les campagnes. Les 9 organisations ont agi et la confédération CGT a enquêté sur les besoins des retraité·e·s.

Le FN a des sympathisant·e·s dans toutes les organisations syndicales, nous avons du travail à faire à l'intérieur de nos organisations. Des ouvriers non-fachos sont sensibles à la démagogie sociale de l'extrême droite. La forte abstention montre le manque de crédibilité des alternatives politiques. L'arrivée de 90 député·e·s RN illustre la montée du FN/RN et de ses idées.

Macron n'a plus de majorité, nous sommes dans une nouvelle situation politique. La droite pourra voter avec Macron, sauf si un mouvement social se fait entendre.

La CGT partage le texte d'analyse de Solidaires sur le pouvoir d'achat, elle cherche des convergences avec les actifs sur les revendications.

Ils nous le mettent trois fois : les 4 % sont en-dessous du montant de l'inflation, le calcul de l'inflation sous-estime la réalité, pas de rattrapage. La CGT pense à une action interprofessionnelle à la rentrée, elle met en débat les retraites complémentaires qui suscitent de la colère et qui méritent de se heurter au Medef qui a une responsabilité importante. Nous devons nous revoir rapidement en septembre après la rencontre des confédérations.

**FO** partage ce qui a été dit, elle insiste sur l'abstention des personnes qui ont entendu des promesses et vu ensuite les reculs des droits. Une partie des sympathisant-e-s des syndicats a voté RN qui est pour la retraite à 60 ans. Nous devons être clair sur nos revendications syndicales. Nous devons rencontrer les différents groupes, mais devons-nous voir le RN dont certains candidat-e-s ont répondu au questionnaire ?

La confédération FO demande 5,2 % d'augmentation des pensions et des minima sociaux. Une réunion des organisations qui gèrent les complémentaires va avoir lieu dans une situation nouvelle : pendant la crise, les réserves financières ont augmenté, alors que logiquement, la réserve doit augmenter lorsque la situation est bonne et baissé lorsqu'elle est mauvaise. Cette manne doit être redistribuée aux retraité-e-s et la revalorisation doit revenir au principe du suivi de l'inflation.

La santé, les hôpitaux ferment pour ne pas trier les malades, les Ehpad souffrent, tandis que la privatisation gagne du terrain. Nous devons nous exprimer sur la santé, crier au secours pour sauver l'hôpital public, sinon, les personnes âgées seront les premières sacrifiées.

**La CGC** pense que les complémentaires ne seront pas revalorisées par les partenaires sociaux, car elles devront verser 80 milliards à l'Urssaf. La CNSA annonce 3,5 milliards de dépassement, ce qui laisse prévoir que la CSG ne baissera pas. La CGC s'oppose au recul du départ à 65 ans.

**Solidaires** a tenu un CA qui a comblé un vide auquel personne n'avait pensé, l'envoi d'un communiqué d'urgence sur les réponses des candidats. Solidaires a fait seule le soir du 16 juin, mais il aurait été préférable que les 9 anticipent et envoient un communiqué.

Solidaires partage ce qui a été dit et insiste sur :

- Macron, en mettant dos à dos les « deux extrêmes » a permis au RN d'avoir plus d'élue-s dans les duels avec la Nupes.
- Macron n'a pas de majorité, il risque d'appliquer le programme de la droite en l'absence de mobilisation.
- Il vaut mieux avoir en face au gouvernement la Nupes (base possible d'une offre politique alternative) plutôt que Macron, mais le syndicalisme doit conserver son autonomie et son indépendance (référence à 1936).

Le CA a discuté du report de l'âge de départ à 65 ans et noté le changement de prétextes pour le justifier. Ce n'est plus le besoin d'équilibre des comptes alors que le COR et de nombreux économistes affirment que les comptes sont bons,

mais le besoin de faire des économies afin de payer autre chose, la dépendance, l'éducation et même la défense. De fait, les cotisations retraites serviront à autre chose qu'aux retraites.

Un travail de vacances est indispensable sur les montants de l'inflation, de la revalorisation des pensions, de l'évolution du salaire moyen. Les calculs envoyés avant la réunion sépare les deux choses, le rattrapage jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 2021 (que le gouvernement affirme avoir soldé avec son 1,1 % au 1<sup>er</sup> janvier) et la revalorisation pour l'année 2022 qui doit être au moins de 5,1 % (inflation entre le 1<sup>er</sup> novembre 2021 et le 30 juin 2022). Cela signifie un rattrapage d'un mois de pension et une augmentation d'au moins 5,1 % avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

**La FGR-FP** note que le programme Macron se situe dans une période de crise climatique et de retour de l'inflation (1983 a imposé la libre concurrence pour soi-disant mettre fin à l'inflation, mais la libre concurrence est là et aussi l'inflation). A l'époque, le partage était 65 % à la masse salariale et 35 % aux dividendes, nous en sommes aujourd'hui à 55 / 45, ce qui correspond à 200 milliards en moins dans les poches des salarié-e-s. La consommation décroche, la DARES chiffre à 2,37 % la perte de pouvoir d'achat des ménages, qui prennent en charge le coût de l'inflation, alors que les entreprises conservent leurs marges. Trois entreprises viennent de demander à la population de réaliser des économies d'énergie et de baisser le chauffage pour « maintenir la cohésion sociale ».

Marleix, le président du groupe LR, affirme que « *le pouvoir d'achat est un problème d'ampleur pour la France qui travaille...* ». Le Maire dit que la côte d'alerte est atteinte ... mais il baisse les impôts de production de 7 milliards d'euros, il pense rééquilibrer les comptes par des baisses des comptes sociaux, y compris de l'hôpital. Nous devons donc interpeller l'ensemble des groupes parlementaires. Les 4 % anticipent ce qui devrait être donné en janvier 2023 ? Si oui, ce n'est qu'une avance qui ne changera pas le montant de la pension.

**La CFTC** entend que des syndicalistes sont au RN, mais le mal est plus profond, le RN est dans la masse populaire. Pourquoi ? Nupes et RN disent que c'est la politique qui doit décider et non la loi du marché. L'abstention s'impose quand on ne croit plus dans la politique qui n'a pas d'action. Macron élabore le programme alors que c'est au parlement de le faire dans la V<sup>e</sup> république. Nous devons rencontrer les groupes politiques, y compris les différentes composantes de la Nupes.

La CFTC est contre le recul du départ en retraite à 65 ans, il faut améliorer les conditions de départ.

Les complémentaires doivent augmenter les pensions et supprimer la clause de 10 %, la décote en cas de départ à l'âge de départ).

Les hôpitaux ferment par absence de professionnel, à cause du numéris clausus dans les années précédentes. (La FGR-FP interrompt pour dire que 174 000 infirmières n'exercent plus actuellement).

Les 4 % ne suffisent pas, une revoyure s'impose.

La CFTC est réticente sur les propos trop politiques, c'est-à-dire caractériser les partis politiques, mais personne ne l'a fait aujourd'hui.

**La FSU** signale que le 3 juin était notre anniversaire des huit ans. Il est remarquable que nous soyons encore là à 9. Plus la mer est calme, plus on aura de coups : il faut des mobilisations. Nous devons valoriser la mise en mouvement des équipes départementales, le bon écho dans la presse (nous avons été les rares à intervenir pour porter des revendications). Nous avons eu du mal, lors de la conférence de presse, à concrétiser nos revendications. Les calculs de Solidaires sont justes, mais la prévision de la perte de pouvoir d'achat de 5,1 % depuis la dernière revalorisation devrait être dépassée. Le calcul Insee de l'inflation nous défavorise. Nous courrons toujours après l'inflation, nous devons revenir à l'anticipation de l'inflation sur l'année suivante quitte à rectifier en fin d'année. Nous avons à travailler ensemble sur nos revendications.

Au sujet des pertes subies depuis 2014, nous la mesurons à l'équivalent d'un mois de pension pour la personne en retraite en 2014, mais qu'en est-il pour le nouveau retraité ?

Nous revendiquons « pas de pension inférieure au Smic », nous avons à travailler avec les actifs sur les conditions de départ.

Rencontrer le RN ? Nous n'avons pas envie de les voir, mais à chaque fois qu'ils répondent à un problème, c'est en excluant une partie de la société.

**LSR** partage ce qui a été dit sur les élections. Macron n'a pas mené campagne, a été mal élu, manque de majorité. Les abstentions rejettent les politiques antisociales depuis 30 ans. Nous devons démontrer la démagogie des revendications RN, notamment sur l'amélioration du pouvoir d'achat par la baisse des cotisations sociales, ainsi que sur la « préférence » qui consiste à exclure une partie de la population. L'espoir vient des luttes qui se développent. Nous pouvons nous appuyer sur les élu-e-s qui reprennent nos revendications (voir le bilan des questionnaires). Une action à la rentrée s'impose, ainsi qu'une expression après l'annonce du gouvernement (revalorisation inférieure à

l'inflation, pas de rattrapage, aggravation de la santé et des services publics). Le gouvernement, par son parallèle entre Nupes et extrême-droite, ostracise le regroupement des gauches.

**Solidaires** (Geneviève) revient sur la santé en tant qu'ancienne de l'APHP de 1982 à 2014. La destruction de l'hôpital est révélée maintenant, mais elle a commencé en 1983 avec la suppression de postes, la fusion de services, les regroupements, la transformation des cadres de la santé en manager, puis la T2A de Xavier Bertrand, le numéris clausus en médecine... La fusion des hôpitaux continue malgré les combats formidables. Il est très important d'accompagner le personnel dans ses luttes.

**La CFTC** rappelle qu'il faut éviter les effets de seuil qui font augmenter la CSG. Le SMIC a augmenté et des salaires restent en-dessous, ce qui les tassent et ce qui se retrouve ensuite dans les faibles pensions.

**La CGT** signale que des militant-e-s engagé-e-s et convaincu-e-s votent FN, en expliquant qu'ils « font tous chier, qu'il faut barrer la route à Macron ».

Nous ne sommes pas la courroie de transmission de la Nupes, mais cette dernière représente peut être un point d'appui si la mobilisation sociale est au rendez-vous.

Pour les complémentaires, nous devons trouver une perspective de lutte, malgré le fait que certaines organisations syndicales ont signé l'accord, car la situation a changé. C'est un vrai sujet retraité.

Pour les revendications, nous devons y réfléchir cet été. Qu'est ce qui manque sur le rattrapage, sur la revalorisation 2022 ? La CGT propose que Solidaires (Patrice) écrive un projet de communiqué sur la revalorisation.

**FO** laisse de côté la signature, par certaines organisations, de l'accord sur la revalorisation selon l'inflation -0,5 %, car la situation a changé. Elle propose un communiqué des 9 organisations : revalorisation d'au moins inflation 5,1 % avec rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier et augmentation correspondantes des seuils de CSG, rattrapage des pertes subies depuis 10 ans, hausse immédiate des complémentaires puisque les réserves financières ont augmenté, alarme sur la situation de l'hôpital, ... Nous devons nous adresser aux groupes parlementaires.

**La FGR-FP** souhaite une action dans les départements : le questionnaire reformulé serait envoyé aux député-e-s élu-e-s.

La CFTC attire l'attention sur la formulation concernant les complémentaires pour ne pas être en porte à faux avec sa confédération. Pour le rattrapage, elle préfère écrire « significatif » et non chiffrer à un mois. (Toutes les organisations signalent que le chiffrage à un mois figure dans toutes nos expressions précédentes).

La FSU est concernée aussi par la complémentaire car de plus en plus de personnes sont poly-pensionné-e-s.

La CGT insiste : lorsque le gouvernement annoncera le 6 juillet la revalorisation, nous devons diffuser un communiqué, pas forcément précis. Nous devons être prêts pour le 6 au soir. L'expression commune peut dire « les complémentaires ne pourront pas être oubliées ».

### Quelle position sur les rencontres avec le RN ?

La CGT se demande : devons-nous interpeller le RN ou « continuer à les laisser tranquille » ? Dans la CGT, une minorité affirme qu'il faut « aller les voir pour les dénoncer ».

La FSU est très partagée.

La FGR-FP demande que faire dans un département où il n'y a que des RN ? Ouest France a refusé de relayer le questionnaire car le RN n'avait pas été contacté.

### Décisions :

- **Communiqué de réaction à l'annonce du gouvernement :** Solidaires envoie un projet sur la base du projet de FO et des précisions apportées lors de la discussion. Toutes les organisations s'engagent à donner un avis rapide au projet de communiqué.
- **Interpellation des groupes de l'Assemblée** en transformant le questionnaire (pas de question mais des affirmations) : nous attendons notre réunion de mardi 6 septembre (à 9 h 30 dans le local de FO) pour la finaliser, d'ici là chaque organisation aura déterminé sa position quant au RN, pour savoir si nous lui demandons, ou pas, une rencontre. Lors de l'invitation, nous préciserons à la Nupes que nous souhaitons la présence de tous leurs groupes.
- **Travail de vacances sur le montant des pertes :** Patrice de Solidaires, Jacques de la FSU et toutes les personnes qui le souhaitent.

## Bilan de l'interpellation des candidat-e-s aux législatives

Le travail a été réalisé essentiellement par les équipes dans les départements à partir d'un « modèle » mis au point nationalement par les neuf organisations et les initiatives prises dans les départements. Les équipes ont complété le questionnaire de demandes locales, ont tenu des conférences de presse, etc.

La FSU a compté environ deux cents remontées de questionnaires et a constaté :

- **Au moins 95% émanent de la liste NUPES** après réponses éparses de LO, LR, LRM (très peu), trois candidats « monde rural » et une de la liste animaliste disant que les retraités n'étaient pas dans leur programme « mono thématique ». Un LRM a répondu que notre questionnaire était sans objet puisque Macron était élu.
- **Beaucoup de réponses sont bien détaillées**, dont une qui développe les propositions autour du 100 %.
- **Les équipes militantes ont fait connaître les réponses** et les non-réponses par des conférences de presse, souvent par des communiqués et toujours par un envoi des réponses aux adhérent-e-s.

Il n'a pas toujours été facile de trouver les adresses des candidat-e-s.

**Prochaine réunion : mardi 6 septembre  
9 h 30 au local de Fo**